

Analyse

«Fin» & «tech» – L'union fera

la force de l'industrie au Luxembourg

A l'heure actuelle, nous comptons au Luxembourg entre 80 et 150 de ces acteurs de la finance, à la fois bénis et craints, le nombre variant en fonction de la définition des activités et du périmètre retenu. Le marché est encore très loin d'avoir atteint la limite de saturation au Luxembourg. Mais qu'en est-il de son potentiel?

Outre le support politique et la proximité d'un régulateur «pro-innovation» avec son département dédié aux Fintech, ces dernières bénéficient également de l'exceptionnelle réputation de la Place, de l'expérience de longue date de sa communauté financière et des infrastructures de pointe en matière de cybersécurité et big data.

La combinaison de ces atouts a déjà attiré un bon nombre d'investisseurs, notamment dans le domaine du paiement électronique: entre 2012 et 2015, le nombre de ces opérateurs a triplé.

A priori, rien ne pourra empêcher la poursuite de ce développement positif, même si quelques chantiers pourraient perturber le trafic... Par exemple, respi-

rons-nous vraiment l'innovation? Le Luxembourgeois ne paraît pas entièrement «e-ready», à la 10<sup>e</sup> place dans l'édition 2016 de l'«Innovation Scoreboard» de l'Union européenne contre une 6<sup>e</sup> place trois ans auparavant. Plus de la moitié des acteurs de l'industrie ne se seraient pas encore dotés d'une stratégie cohérente en matière de Fintech.



Puis, la fiscalité: nous nous trouvons toujours dans une situation fiscale sous-optimale par rapport au reste de l'Europe...

Du côté des opportunités, le développement d'une communauté Fintech dynamique devrait figurer en haut de l'agenda. Il ne manque certes pas d'initiatives: mentionnons le «Digital Banking and FinTech Innovation Cluster» de l'ABBL, l'«ALFI FinTech Forum», les événements d'information à ce sujet, organisés par Luxembourg for Finance, la plateforme «Digital Lëtzebuerg», lancée en 2014, ou encore les discussions intensives sur le futur business modèle de la Place qui ont eu lieu au sein du groupe de travail «Finance»

dans le cadre de la Troisième Révolution industrielle.

Toutes les idées germant de ces initiatives devraient être mises à profit pour établir la Luxembourg House of Financial Technology («LHoFT»). Cette nouvelle structure publique-privée promet d'insuffler une impulsion vitale à l'écosystème des Fintech, mais pas uniquement.

Il faut voir les choses d'une façon plus globale: les opérateurs financiers établis – je songe encore aux gestionnaires de fonds ou de fortunes – pourraient s'adresser aux experts de la LHoFT pour trouver le partenaire Fintech qui leur convient le mieux. Les synergies potentielles qui peuvent résulter d'une meilleure connectivité entre les différents acteurs sont immenses. Il est d'ailleurs très probable que le renforcement des liens entre les différents acteurs augmentera la visibilité du Grand-Duché en tant que nation digitale avec, au cœur de sa stratégie digitale, les Fintech. J'attends donc avec impatience le soft launch de la LHoFT, le 17 octobre à la Chambre de Commerce. Tout en espérant que le full launch ne tardera pas trop longtemps!

Reste à éclairer la quatrième et dernière partie de l'analyse SWOT: les risques. Dans un récent sondage réalisé par PwC, 94% des participants de l'industrie financière craignent que plus d'un quart de leurs activités actuelles ne disparaissent au cours des cinq ans à venir. Si certains emplois seront sûrement rendus obsolètes par la digitalisation, il y a lieu de rappeler que les banques traditionnelles et les Fintech ont des avantages comparatifs et des faiblesses tout à fait différents.

Si le Luxembourg s'attarde à poser les jalons des Fintech au pays, ses compétiteurs le feront et nous serons privés de notre part du gâteau.

Abandonnons donc l'habitude, éternel ennemi du progrès, et restons fidèles à notre pensée perpendiculaire, qui a donné naissance à de nombreuses coopérations réussies! Le développement des Fintech n'est pas synonyme de la fin de la banque, mais d'une ère nouvelle dans les processus de production et prestation des services financiers.

CARLO THELEN,  
DIRECTEUR GENERAL  
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE